



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## **1<sup>er</sup> rendez-vous de Bercy**

**Discours de Bruno Le Maire,  
ministre de l'Économie et des Finances**

***Bercy***

*Mardi 21 novembre 2017*

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous. Je suis très heureux de vous accueillir ici à Bercy, qui est un lieu de décision mais qui doit aussi être un lieu ouvert : ouvert à la réflexion, ouvert au débat.

Je voudrais d'abord remercier tous ceux qui ont accepté de participer à ce débat et aux trois tables rondes qui se succéderont tout au long de la journée.

Ce sont des chercheurs de haut niveau. Je disais ce matin aux personnalités que j'accueillais, que si vous n'étiez pas prix Nobel d'économie, vous ne pouviez pas introduire une des tables rondes de la journée. Je voudrais remercier d'abord Jean Tirole, que j'ai appelé le premier – je crois que c'était au mois de juin – pour lui dire : "il faut absolument que Bercy s'ouvre sur la réflexion économique, que ce ne soit pas uniquement un ministère de la comptabilité, un ministère des Comptes publics, un ministère du Trésor (pardon à la directrice du Trésor qui est présente parmi nous), mais que ce soit également un lieu où la réflexion économique française puisse vivre, se développer, rencontrer d'autres acteurs internationaux."

Il y a aussi des personnalités politiques de premier plan. J'accueillerai tout à l'heure l'ancien Premier ministre britannique Gordon Brown et je voudrais remercier la commissaire européenne à la concurrence, Margrethe Vestager, qui introduira cette journée. Je voudrais la remercier de sa présence et je voudrais la remercier de sa combativité. Je ne sais pas si elle le sait, mais elle est une star en France, tout simplement parce qu'elle représente l'Europe que nous aimons : une Europe qui se bat, une Europe capable de défendre ses intérêts économiques, une Europe qui a compris que face à des grandes puissances qui sont des puissances amies, alliées de longue date, comme les Etats-Unis, mais qui ne nous font aucun cadeau, face à une puissance émergente comme la Chine, il était indispensable que l'Europe défende avec beaucoup plus de fermeté ses intérêts.

Chère Margrethe, je pense que tu représentes à toi toute seule cette nouvelle Europe, capable de défendre ses intérêts, capable d'imposer une amende à APPLE. Ce n'est pas que le principe des amendes me fasse plaisir, mais nous, Français, et nous, Européens, nous avons payé tellement d'amendes aux Etats-Unis, qu'il est peut-être bon qu'une compagnie américaine paie enfin une amende à l'Europe.

Je voudrais remercier également tous les entrepreneurs de premier plan qui sont présents ici, comme John Chambers, le président de CISCO.

Je voudrais remercier Xavier Niel – qui n'a pas besoin de vous être présenté. J'étais hier dans un lieu qui t'est cher, à Station F. Je vois les réalisations exceptionnelles que tu as pu mettre en place et si Margrethe représente la nouvelle Europe, je pense que toi tu représentes à toi seul la nouvelle économie française. C'est donc un honneur de t'accueillir, cher Xavier.

Je voudrais remercier Jean-Dominique Senard, le président de Michelin.

Beaucoup d'autres chefs d'entreprises sont présents dans la salle, mais je pense qu'ils se reconnaîtront à travers ces deux noms, car Xavier Niel et Jean-Dominique Senard représentent à eux seuls ce que doit être notre économie. De la tradition, Michelin. De l'innovation, Station F. L'ancrage dans les territoires, Michelin, Clermont-Ferrand. La présence dans les grandes métropoles, Xavier Niel. Et chez tous les deux, la même combativité, le même sens de l'innovation, la même compréhension que l'avenir de la France se joue dans les nouvelles technologies et dans la capacité à innover, à investir.

C'est le cap qui nous a été fixé par le président de la République et je suis convaincu que c'est le bon cap pour la France et le bon cap pour l'Europe.



La France a également une tradition de réflexion économique, qu'elle a malheureusement un peu trop mise sous le boisseau au cours des dernières années. Nous avons des économistes, nous avons des écoles économiques, nous avons une administration – et je remercie tous les fonctionnaires qui sont présents ici – de très haut niveau, qui doivent faire notre fierté.

Nous avons donc tous les atouts pour revenir au premier plan dans le débat économique mondial. Et les journées de Bercy doivent servir à cela, ce rendez-vous aujourd'hui doit servir à cela : permettre à la France de revenir au premier plan dans le débat économique mondial.

Nous avons des penseurs économiques de premier plan. Hier : Maurice Allais, Gérard Debreu, ou Jean-Jacques Laffont. Aujourd'hui Jean Tirole, Esther Duflo – qui nous rejoindra tout à l'heure et qui a accepté, elle aussi, d'ouvrir l'une de nos trois séquences – ou encore Thomas Piketty. On peut ne pas partager toutes les idées de Thomas Piketty mais il se trouve que j'ai partagé les mêmes bancs d'école que Thomas, que c'est un ami et que même si nous ne partageons pas toujours les mêmes idées, c'est une fierté d'avoir des personnalités économiques de premier plan qui font vivre la pensée économique française.

Nous avons également des écoles mondialement reconnues. Je pense évidemment à l'Ecole d'économie de Toulouse mais je pense aussi à l'Ecole d'économie de Paris. Je voudrais à ce titre rendre hommage à un responsable politique que j'ai servi il y a quelques années, Dominique de Villepin, qui a été à l'origine, avec Jacques Chirac, de la création de cette Ecole d'économie de Paris.

Et puis nous avons, je le redis, une administration de très grande qualité. L'engagement, le professionnalisme, le sens de l'intérêt général de cette administration – qui est représentée ici – permettent également à la France de bien défendre ses intérêts économiques. Tous ceux qui opposent entreprises et administrations, entrepreneurs et fonctionnaires, font une erreur profonde.

La réalité, c'est que le tissu économique et le tissu entrepreneurial est d'autant plus fort qu'il pourra s'appuyer demain sur une administration compréhensive, intelligente, ouverte. L'un ne va pas sans l'autre.

Regardez tous les Etats à travers la planète, ceux qui ont des administrations faibles ont aussi des entreprises faibles. Et si les Etats-Unis ou la Chine, pour prendre les deux seules grandes puissances auxquelles l'Europe doit se comparer, sont de grandes puissances économiques, c'est parce qu'elles ont chacune à leur façon des institutions et des administrations solides.

L'événement que nous organisons aujourd'hui doit être évidemment au service de la réflexion économique. Mais il doit aussi être – et je crois que c'est une des ambitions fortes que porte le président de la République – au service du sens que nous donnons à l'économie.

Le seul but de l'économie ne peut pas être la création de richesses. L'économie, c'est beaucoup plus que cela, et nous devons ouvrir cette réflexion sur les liens entre économie et politique : l'économie, la création de richesses, pour quoi faire, à quelle fin ?

Edmund Phelps, qui nous rejoindra tout à l'heure, a écrit un livre absolument magnifique, dont je vous recommande la lecture, où il explique parfaitement que l'innovation, ce n'est pas simplement pour avoir un produit meilleur que le voisin, c'est aussi pour se confronter soi-même à la nouveauté, pour se confronter soi-même à ses propres limites et arriver à les dépasser.

L'aventure économique est aussi une aventure humaine, et elle n'a de sens que si elle est une aventure humaine.



Quand vous allez à l'Ecole 42, vous voyez bien qu'il ne s'agit pas uniquement de former des codeurs. Ce n'est pas une vision utilitariste, il s'agit aussi de permettre à des jeunes venus de tous les milieux de trouver leur place dans la société.

Le sens que nous donnons à l'économie, c'est aussi, je crois, ce qui doit sortir de ce rendez-vous de Bercy, ce qui doit sortir de nos débats. Et je crois que la majorité actuelle, derrière le président de la République, a cette ambition de redonner du sens à l'engagement politique et du sens à nos réalisations économiques.

Quand j'entends dire : "Emmanuel Macron fait une politique pour les riches, et son ministre des Finances également" : non ! Si nous allégeons la fiscalité sur le capital, si nous supprimons l'ISF, si nous mettons en place un prélèvement forfaitaire unique, ce n'est pas pour faire une politique pour qui que ce soit, c'est pour améliorer la situation des Français, c'est pour que nos entreprises se portent bien, pour qu'elles créent des emplois, pour qu'il y ait moins de chômage dans notre pays, pour que chacun trouve sa place dans la société et pour que, contre la société de l'échec, que nous avons construite pendant des décennies, nous construisions une société des opportunités, où chacun pourra réaliser ce qu'il porte au plus profond de lui-même.

C'est ça le sens des choix politiques et économiques que nous faisons. Et c'est le thème qui va nous servir de fil rouge aujourd'hui : ces bouleversements technologiques créent des inégalités, c'est un constat, c'est un fait ; plus les révolutions technologiques vont vite, plus elles créent des inégalités.

Des inégalités au sein de la société, entre ceux qui sont les plus riches et ceux qui n'arrivent pas à suivre le mouvement, parce qu'ils n'ont pas la formation, la qualification, parce qu'ils ne sont pas nés au bon endroit, parce qu'ils n'ont pas la même chance. Et ces inégalités peuvent conduire progressivement à l'écrasement de la classe moyenne, alors que nous avons besoin de la classe moyenne. La classe moyenne est le pilier d'une nation. Il n'y a pas de nation possible sans une classe moyenne solide, qui sait que les enfants réussiront mieux que les parents.

Des inégalités aussi entre les nations. Prenons juste l'exemple des géants du numérique. Parmi les 7 plus grands géants mondiaux du numérique, 5 sont américains, 2 sont chinois. Vous avez défini, à travers 7 sociétés, le rapport de force mondiale. L'Europe ne peut pas se résigner à cela, l'Europe ne peut pas se résigner à avoir un monde dans lequel l'affrontement entre les Etats-Unis et la Chine sert de balance aux grands équilibres internationaux.

Jamais les niveaux de capitalisation de ces entreprises n'ont été atteints dans l'histoire du capitalisme. Ce sont des milliers de milliards de dollars pour les capitalisations de ces entreprises. Cela fait courir le risque, non seulement d'un écrasement des classes moyennes au sein des nations, mais d'un écrasement des nations entre les grandes puissances, et ce n'est l'intérêt de personne. Les inégalités sont inacceptables moralement, et les inégalités sont stupides économiquement. C'est bien pour cela qu'il faut les combattre, au nom de l'idée que nous nous faisons de la nation, et au nom de l'intérêt économique également. Ce sont les conclusions que Christine Lagarde et le FMI ont tirées de cette montée des inégalités.

Je n'ai pas de solution à ce problème-là, et vous allez m'en apporter. Je crois que nos débats vont servir à cela. Pas simplement à faire un constat de ces inégalités liées aux révolutions technologiques en cours, mais aussi à apporter des solutions pour réduire les inégalités entre les nations et à l'intérieur des nations. C'est le combat que nous voulons porter avec le président de la République. J'ai eu l'occasion de lui parler à plusieurs reprises de ces rendez-vous de Bercy, de lui expliquer le sens de ce que nous faisons ici.



Nous sommes déterminés à faire du combat contre les inégalités un grand combat français et un grand combat européen, nous sommes convaincus que seul le continent européen a aujourd'hui la possibilité de porter ce combat, parce que c'est au cœur des valeurs européennes, et de ce qui définit l'Europe. Ce qui définit le projet européen avant tout, ce sont ces valeurs, c'est la volonté de réduire les inégalités entre les personnes, entre les nations, entre les Etats. C'est ce qui donne du sens à une construction européenne, qui a été aussi malmenée au cours de ces dernières années.

Ce rendez-vous de Bercy est le premier du genre. Il aura lieu chaque année au mois de novembre, vous pouvez déjà le noter dans votre tablette. Comme j'ai affaire à des personnalités qui ont des agendas extrêmement chargés, elles peuvent déjà noter qu'en novembre prochain, elles seront réinvitées.

Et d'ici là, je compte sur vous pour nous faire à tous des propositions les plus constructives et les plus efficaces possibles que j'aurai à cœur, avec le président de la République, avec l'ensemble des parlementaires de la majorité qui sont présents ici, de mettre en œuvre. En tout cas, c'est notre souhait le plus cher.

Merci à tous.